

3 octobre 2017
Français
Original: anglais*

**Vingt-septième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre le trafic
illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes**

Guatemala, 2-6 octobre 2017

Projet de rapport

Rapporteur: McArthur Sutherland (Jamaïque)

Additif

**Application des recommandations adoptées à la vingt-sixième
Réunion des chefs des services chargés au plan national de la
lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et
Caraïbes**

1. À sa 2^e séance, le 2 octobre 2017, la Réunion a examiné le point 4 de son ordre du jour, intitulé “Application des recommandations adoptées à la vingt-sixième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes”. Elle était saisie d’un document ([UNODC/HONLAC/27/4](#)) que le Secrétariat avait établi en se fondant sur des renseignements fournis par les gouvernements en réponse à un questionnaire qui avait été adressé à tous les États membres des HONLEA, Amérique latine et Caraïbes. Ce document intégrait les réponses que le Secrétariat avait reçues au 1^{er} août 2017 des pays suivants: Argentine, Bolivie (État plurinational de), Chili, Colombie, El Salvador, Équateur, Espagne, France, Honduras, Mexique et Paraguay.

2. Le Secrétaire de la Réunion a fait une déclaration liminaire. Le représentant du Mexique a fait une déclaration pour modifier et compléter les renseignements communiqués dans le document [UNODC/HONLAC/27/4](#). Un pays qui n’avait pas répondu au questionnaire a fait part à la Réunion des mesures qu’il avait prises pour appliquer les recommandations adoptées à la vingt-sixième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes. D’autres pays ont complété les informations qui figuraient dans le document du Secrétariat.

3. Le représentant du Pérou a indiqué que son Gouvernement avait mis en œuvre toutes les recommandations. Les mesures adoptées comprenaient l’échange d’informations et l’organisation d’opérations conjointes avec les pays voisins, la participation au programme de contrôle des conteneurs et aux projets AIRCOP et CRIMJUST de l’ONUDC, et des interventions interinstitutions axées sur la réduction

* Disponible uniquement en anglais, espagnol et français, qui sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.



de la demande. Le système pénal étudiait la possibilité d'appliquer aux adolescents des peines de substitution à l'emprisonnement, et un code de conduite sur les précurseurs avait été publié. Le Système PEN Online était régulièrement utilisé pour le contrôle des précurseurs, de même qu'un système d'alerte précoce pour les nouvelles substances psychoactives. La problématique hommes-femmes était systématiquement intégrée aux politiques et programmes relatifs aux drogues, et le système judiciaire recueillait régulièrement des données ventilées par sexe.

4. Complétant les informations fournies au moyen du questionnaire, le représentant de l'État plurinational de Bolivie a indiqué que son pays avait adopté une stratégie visant à combattre le trafic de drogues et contrôler les cultures excédentaires de coca sur la période 2016-2020, ainsi que de nouvelles lois concernant la feuille de coca et la lutte contre le trafic de drogues. De manière générale, la législation traitait la question de la consommation de drogues sous l'angle de la santé publique et tenait compte du respect des droits fondamentaux dans les zones de culture de coca, dont elle délimitait les zones de production licite, en se conformant aux conventions internationales et au principe de la responsabilité commune et partagée.
